



## François-Michel Gonnot

Député UMP de l'Oise

Président de l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs

### Ce qui se passe en France est très important

IL A ÉTÉ BEAUCOUP QUESTION, AU COURS du petit déjeuner du **club Lamennais** du 23 mai, du stockage géologique des déchets nucléaires en faveur duquel le **Conseil national des Ingénieurs et des Scientifiques de France (CNISF)** s'est prononcé au cours du débat public sur les déchets radioactifs à vie longue qui a précédé l'adoption par l'Assemblée nationale du projet sur les déchets radioactifs, le 13 avril dernier. L'invité d'honneur de cette rencontre, présidée par Noël Clavelloux, président du CNISF, et animée par François Gervais, rédacteur en chef de la **Lettre Horizons politiques**, n'était autre, en effet, que le député UMP de l'Oise François-Michel Gonnot qui est également président de l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs (Andra).

Les ingénieurs, qui ont été partie prenante de ce débat – ils ont produit une note résumant leur position à ce sujet dans le *Cahier d'acteur* du débat public –, ont posé de nombreuses questions à l'invité d'honneur qui leur a répondu avec aisance et précision, ce qui ne surprend pas de la part de cet ancien homme de presse qui gère aujourd'hui l'Andra, un établissement public au budget de 200 millions d'euros qui proviennent essentiellement des producteurs de déchets radioactifs – EDF (78%), CEA (15 à 16%) et Areva (5 à 6%) – et qui n'est subventionné par l'Etat qu'au 1/100<sup>e</sup> (2 millions d'euros) – une misère ! – pour son action sur les déchets « orphelins ».



Noël Clavelloux et François-Michel Gonnot

« Rien que pour cela, le président de l'Andra devrait être félicité.

Mais, plus encore, en ces temps de morosité et de doute sur les chances de notre pays taraudé par la mondialisation, François-Michel Gonnot a contredit les « déclinologues » en mettant en avant le rôle de pionnier de notre pays en matière de stockage des déchets nucléaires. « *Ce qui se passe en France est très important. Il faut savoir que tous les pays nous regardent, nous envient et vont utiliser chez eux les solutions que nous cherchons à ce problème lourd qu'est la gestion et le stockage des déchets nucléaires* », a-t-il souligné avec force.

Voilà qui est susceptible de nous donner du tonus et de l'optimisme surtout lorsque François-Michel Gonnot estime – cerise sur le gâteau – qu'il existe un « *consensus politique* » à droite comme à gauche pour avancer dans le sens proposé par le projet de loi sur les déchets radioactifs.

Selon le président de l'Andra, il existe une volonté de la gauche de laisser la droite mettre en place un processus clairement figé par la loi de façon à ce que si, demain – ou après demain –, la gauche devait revenir aux affaires, les socialistes et le PC ne se retrouvent pas dans la même situation qu'entre 1997 et 2002 avec les Verts. « *Il faut que le problème du nucléaire soit réglé – relance de l'EPR, gestion des déchets – de façon à ce que l'on puisse continuer en France cette industrie sans être bloqué par un quelconque projet de moratoire* », a-t-il souligné. Un langage reçu « cinq sur cinq » par les Ingénieurs.

#### Prouver qu'il y a une solution pour les déchets

François-Michel Gonnot a insisté sur le fait que tous les grands pays nucléaires – une douzaine à travers le monde – cherchaient à trouver des solutions aux deux grands problèmes de sûreté que sont la « non prolifération » et la « gestion des déchets radioactifs ». « *Aujourd'hui, a-t-il affirmé, les anti-nucléaires se nourrissent de cette non-solution pour expliquer que le nucléaire doit être combattu au nom du principe de précaution.* »



Or, selon lui, « *il y a partout une volonté d'ouvrir une structure industrielle de stockage des déchets de façon à prouver qu'il y a une solution et qu'elle peut être mise en œuvre sans que cela menace l'environnement ni la santé publique* ».

Le président de l'Andra a souligné que notre pays, le moins entravé dans la progression de son industrie nucléaire, était l'un des rares à pouvoir trouver la solution du stockage des déchets radioactifs. Il a tenu à remercier la Suisse et la Belgique qui, disposant de beaucoup d'avance sur nous, notamment avec leurs travaux sur l'argile, nous ont permis de

« *gagner cinq à dix ans* » en mettant leurs recherches à notre disposition. En fait, selon lui, tous les pays qui, comme l'Allemagne, sont passés par des alliances gouvernementales avec les écologistes, cherchent à sortir du « moratoire » nucléaire. « *Ils sentent bien, ajoute-t-il, qu'avec l'augmentation des prix du pétrole et du gaz, il faut qu'au moins une part de leur énergie provienne du nucléaire. En France, par rapport à d'autres, c'est plutôt cool* », a conclu sur ce point François-Michel Gonnot.

« *Les Français veulent du nucléaire. Ils demandent aux scientifiques et aux politiques de trouver des solutions aux déchets radioactifs !* »

Dont acte. Les Ingénieurs sont là pour cela.

#### Le surcoût de la réversibilité

Les Verts – encore eux – ont imposé durant le « quinquennat » de Lionel Jospin, la « réversibilité » en matière de stockage des déchets nucléaires... sans pour autant en fournir une définition précise. Selon le président de l'Andra, la réversibilité consiste à prévoir que pendant la durée de l'exploitation des déchets nucléaires – a priori cent ans, de 2025 à 2125 –, il sera possible de les retirer à un coût « technique et économique » égal à celui qui a permis de les placer sous terre. Le surcoût financier de l'application de ce principe de réversibilité (avec notamment la mise au point des robots adéquats, etc.) serait, selon le député de l'Oise, de « *30 à 50%* ». « *Aujourd'hui, on dit 30%, mais, en réalité, on ne le sait pas* », confie-t-il. Si l'on sait mettre un « colis » et le retirer deux mois après, qu'en sera-t-il quand les alvéoles des galeries souterraines du site de Bure auront été comblées et qu'il faudra aller chercher le premier « colis » ? « *On ne sera certainement pas à 30% !* », laisse clairement entendre François-Michel Gonnot.

#### Que l'Europe nous laisse gérer notre nucléaire !

Interrogé sur la nécessité d'une législation européenne en matière de gestion des déchets nucléaires, le député de l'Oise a été très net. « *Que l'Europe continue à faire ses directives, mais qu'elle ne vienne pas s'occuper de la façon dont la France a développé son parc de production nucléaire. Nous sommes un modèle en matière nucléaire, mais, si on écoute l'Europe, on va nous demander de fermer nos réacteurs !* », s'est-il enflammé. A propos de la polémique sur la publication d'un document EDF classé « *secret défense* » sur la sensibilité de l'EPR à la chute d'un avion commercial, le député de l'Oise a tout simplement répondu : « *Il arrive un moment où il faut savoir garder ses secrets. Il faut arrêter d'être naïfs.* » Enfin, évoquant la préparation de l'élection présidentielle de 2007, après avoir regretté que notre pays soit entré dans « *une spirale du déclin* », François-Michel Gonnot a conclu : « *La droite républicaine ne peut s'en sortir que sur un discours de changement et de rupture. La posture de Nicolas Sarkozy est aujourd'hui la seule susceptible de sauver la droite républicaine.* » C'est dit et redit.